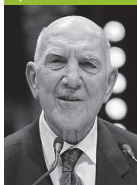


NOTRE LIBERTÉ SE HEURTE AU MAUVAIS FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

ENTRETIEN AVEC STÉPHANE HESSEL



Combattant de la France libre déporté à Buchenwald, Stéphane Hessel a été secrétaire de la commission ayant élaboré la Déclaration universelle des droits de l'homme, ambassadeur de France auprès de l'ONU, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme et du Haut Conseil de la coopération internationale. Il est l'auteur d'*Indignez-vous!*¹

IRG : *Par rapport à l'évolution de la gouvernance mondiale et des sociétés aujourd'hui, quels sont pour vous les défis que nous devons relever pour changer de système ?*

Stéphane Hessel : À l'évidence le défi de la justice, ou plus exactement de l'injustice de la répartition des ressources entre les différentes composantes de la société, est le premier d'entre eux. Il y a énormément de pauvres, des milliards de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté alors qu'une oligarchie réduite dispose de moyens extrêmement élevés. C'est une situation inacceptable, et c'est pour cela qu'il faut une modification de la répartition des ressources.

Le deuxième défi tient à la dégradation rapide, depuis deux siècles, des ressources de la nature, avec une accélération particulièrement forte durant les trente dernières années. La destruction de la planète par le fait des activités humaines est un défi dont nous n'avions pas conscience au moment de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce nouveau défi, qui sera mis en avant à la conférence de Rio en 2012, constitue l'une des priorités pour nos sociétés.

Le troisième défi est celui du terrorisme, beaucoup plus difficile à analyser. Qui est responsable ? Ce n'est ni un État ni, à plus forte raison, une religion. Ce serait affreux de dire que l'islam est terroriste. Cette religion est aussi peu terroriste que n'importe quelle autre.

¹ Indigène éditions, coll. « Ceux qui marchent contre le vent », 2010.

Mais il y a des mouvements et des actions terroristes contre lesquels nous n'avons pas trouvé la bonne réponse. Elle doit naturellement se situer dans la compréhension de groupes humains qui se sentent méprisés, défavorisés ou sur lesquels on compte pour les rendre haineux à l'égard de telle ou telle société. Et en essayant de résoudre le problème de la terreur par la violence militaire, on fait évidemment fausse route.

IRG : *Qu'est-ce qui, dans l'engagement et les indignations actuels, vous semble original et prometteur pour relever ces défis ?*

S. H. : Il me semble que la génération qui va aborder ses responsabilités, disons celle qui a aujourd'hui entre 20 et 30 ans, est heureusement plus capable que les générations précédentes de refuser ce qui l'indigne. Elle est aussi en mesure de se mobiliser rapidement et massivement grâce aux nouveaux moyens de communication qui se sont formidablement développés ces dernières décennies, à commencer bien sûr par l'e-mail, Internet ou les portables. Cette nouvelle génération est capable, à travers le monde entier, de constituer des réseaux. Je suis plus optimiste que je ne l'aurais été il y a vingt ans, car je constate que le défi planète, le défi nature et le défi humain sont en train de mobiliser une génération qui a envie de s'engager, comme en témoigne sa capacité d'indignation.

IRG : *Quelles sont les valeurs fondatrices sur lesquelles nous pouvons nous appuyer pour soutenir cet engagement et ce changement ? Les droits de l'homme sont-ils toujours au cœur des défis actuels ou d'autres valeurs émergent-elles au regard de la complexité du monde ?*

S. H. : Il faut se souvenir que le seul texte qui prend vraiment l'ensemble des valeurs humaines universelles du siècle en compte, c'est la charte des Nations unies adoptée le 26 juin 1945 à San Francisco. Les valeurs qu'elle décrit ne sont pas seulement la paix opposée à la guerre, mais aussi la dignité humaine opposée au déni des droits de l'homme et de la liberté. C'est un texte fondamental qui a été rendu encore plus explicite par la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée trois ans après. Ces valeurs-là restent aujourd'hui toujours aussi importantes. Elles fondent ce que nous appelons d'un terme un peu dangereux, par la multiplicité de ses interprétations, la démocratie. Si nous entendons par ce terme le souci du *demos*, c'est-à-dire du peuple, autrement dit la composante la moins privilégiée de la population à

laquelle on reconnaît le droit de veiller à ce que ses besoins soient satisfaits, alors c'est ce que j'appelle la démocratie. Par ailleurs, les valeurs de la démocratie ne sont compatibles ni avec l'idéologie communiste – qui se prétend démocratique, mais la démonstration a été faite qu'elle ne l'était pas – ni avec le néolibéralisme – qui reprend à son compte les termes de liberté et de démocratie, mais en réalité est mené par l'oligarchie des détenteurs de l'argent.

IRG : *Qu'est-ce qu'un homme libre, qu'est-ce que la liberté dans nos sociétés actuelles ?*

S. H. : Je pense qu'un progrès important a été fait en 1968. Je crois que les révoltes qui se sont alors produites ont donné davantage le sens de la responsabilité, et donc de la liberté, à chaque citoyen des pays où elles ont ébranlé cette idée d'autorité des « connaisseurs » sur les malheureux « qui ne connaissent pas ». Je crois donc que nous sommes plus libres et que cette liberté bénéficie aussi de cette formidable capacité de communication que j'évoquais. Mais notre liberté est aussi limitée parce que nous avons trop de besoins matériels que nous n'estimons pas suffisamment satisfaits, parce que nous ne trouvons pas de travail, parce que nous ne trouvons pas d'appartement. Donc notre liberté, qui est peut-être plus grande que jamais, se heurte quelque part au mauvais fonctionnement de la société. C'est ce qui justifie l'indignation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **SÉVERINE BELLINA.**

— |

| —

— |

| —